

## LE CONSEIL DE GOUVERNEMENT S'EST RÉUNI JEUDI

### Adoption du statut des personnels de l'éducation nationale

**Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de décret exécutif fixant le statut type des fonctionnaires de l'éducation nationale. Trois décrets exécutifs réglementant la profession d'huissier de justice ont également été adoptés à cette occasion.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Les fonctionnaires de l'éducation auront prochainement un statut particulier. Un projet de décret exécutif a été adopté jeudi en Conseil de gouvernement. «Ce sont plus de 552 000 fonctionnaires, soit l'équivalent d'un tiers des effectifs de la Fonction publique, qui sont concernés par les dispositions de ce statut particulier. Ce texte n'intéresse pas seulement le corps enseignant, dont le nombre dépasse les 300 000, mais aussi l'ensemble des personnels de ce secteur», a souligné jeudi après-midi, Abderachid Boukerzaza, le porte-parole du gouvernement. Interrogé sur la situation des enseignants contractuels, Boukerzaza s'est dit «satisfait du développement positif de ce dossier». Pour étayer ses propos, le ministre de la Communication s'est contenté de réitérer les dernières dispositions prises par le ministère de l'Education nationale pour prendre en charge ce dossier. «La loi est très claire, l'intégration au sein de la Fonction publique ne peut se faire qu'à travers un concours. Nous avons, toutefois, arrêté des mesures exceptionnelles pour les enseignants contractuels puisqu'ils bénéficieront d'un bonus de 5 points. Leurs années d'expérience seront également prises en compte», notera-t-il. Le porte-parole du gouvernement a, par ailleurs, présenté la nouvelle réglementation qui régira dorénavant la profession d'huissier de justice. Trois décrets exécutifs adoptés jeudi en Conseil de gouvernement portent sur les conditions d'accès, d'exercice, de discipline de cette profession, sur les honoraires ainsi que sur les modalités de la tenue et de la vérification de la comptabilité de l'huissier de justice.

«Les honoraires en matière civile et pénale couvrent l'ensemble des travaux et services qu'il effectue, ainsi que les frais y afférents. L'huissier de justice est tenu, sous peine de sanctions disciplinaires, de remettre à ses clients un reçu détaillé de toutes les sommes perçues. Il lui est interdit de percevoir des honoraires en dehors de ceux prévus par la tarification officielle, sous peine de restituer la somme indûment perçue sans préjudice de poursuite disciplinaire», a expliqué jeudi le porte-parole du gouvernement, Abderachid Boukerzaza. Toujours dans le même cadre, il précisera que les huissiers seront tenus d'afficher les tarifs de leurs honoraires de manière à permettre aux citoyens d'en prendre connaissance. Notons que ces trois textes réglementaires sont attendus depuis près de deux années, la loi portant organisation de la profession d'huissier de justice étant entrée en vigueur le 8 mars 2006.

T. H.

**Pas moins de 8 millions d'élèves rejoindront ce matin les bancs d'écoles. Une rentrée qui ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices pour tous.**

**Nawel Imès - Alger (Le Soir)** - L'optimisme de Benbouzid n'est visiblement pas contagieux. Aux prévisions euphoriques de ce dernier, le corps enseignant oppose des craintes liées à la surcharge, aux conditions de travail et à la situation socioprofessionnelles.

Les syndicalistes l'ont d'ailleurs promis : ils entameront la rentrée telle qu'ils l'ont achevée, sous le signe de la contestation. Ils comptent renouer avec la protesta pour exiger un meilleur salaire, de meilleures conditions de travail et l'ouverture du dialogue avec la tutelle. A Benbouzid qui fait l'éloge de la réforme du système éducatif, les enseignants répondent qu'une telle entreprise ne peut être une réussite lorsque les principaux acteurs ne sont pas partie prenante.

Pour Meziane Meriane du Cnapest, la rentrée est placée sous le signe du pessimisme. «On ne peut pas être optimiste. Tous les problèmes posés l'année dernière sont toujours d'actualité. Ce qu'on demande, c'est que des solutions définitives soient enfin trouvées loin du colmatage et du replâtrage. C'est notamment le cas pour le statut de l'enseignant. Le fait qu'un décret exécutif soit endossé ne changera rien. Ce n'est certainement pas cela qui

calmera les esprits. Il n'apportera strictement rien. Ce que les enseignants réclament, c'est un salaire décent qui soit indexé sur l'inflation. Ce n'est certainement pas en injectant 2 milliards de dinars pour soutenir les prix qu'on viendra à bout de la pauvreté rampante», dit-il.

Au Satef, le ton est également critique. M. Sadali prédit, en effet, une année des plus difficile. «Sur le plan pédagogique, les effectifs seront ingérables au niveau des collèges. Cette situation est loin d'être conjoncturelle comme le dit le ministre.

Le secteur va traîner cette situation tel un boulet pendant sept ans, le temps que cette cohorte passe son bac. Les CEM qui seront réceptionnés seront incapables de faire baisser la tension au niveau des classes», dit-il. «Le statut de l'enseignant a été élaboré sans consultation alors que les mêmes revendications sont d'actualité au sujet du régime indemnitaire, c'est vous dire que les ingrédients de la contestation sont toujours réunis sans oublier l'absence de dialogue entre les syndicats et la tutelle qui tôt ou tard conduira droit dans le mur», ajoutera-t-il. Du côté du Cnapest, l'analyse est tout aussi pessimiste.



Photo : Samir Sid

La facture de plus en plus salée.

Dans un communiqué rendu public hier, le syndicat dénonce «la prise de position négative du ministère à travers le refus de toutes nos propositions». Une position qu'interprète le syndicat comme une volonté «d'affaiblir notre syndicat, considéré comme un adversaire et non pas comme un partenaire».

En réaction à cette attitude, le Cnapest a demandé à l'ensemble des enseignants du secondaire de se réunir en assemblée générale pour étudier les moyens de réaliser les revendications des enseignants au sujet du régime indemnitaire.

Le Cnapest pense également riposter aux ponctions sur salaires en cas de grève en

supprimant de leur volume horaire, ce qui est défalqué par la tutelle, qu'il rend responsable de toute situation conflictuelle qui semble inévitable.

A cela s'ajoute le conflit qui ressurgira certainement entre les enseignants contractuels et le ministère de l'Education, qui après une gestion des plus sournoise du dossier pour finir par recevoir les concernés non pas pour apporter une solution mais pour mieux camper sur ses positions.

Inébranlable et habitué à faire cavalier seul, Benbouzid prépare «sa» rentrée placée cette année sous le thème «une école, un enfant, un arbre, un double cadeau pour la nature et l'enfance».

N. I.

## La prime de scolarité détournée pour les besoins quotidiens

**Le président de la République a relevé à 3 000 DA, au lieu de 2 000 DA, comme initialement prévue par le ministère de l'Education nationale, la prime de scolarité destinée à trois millions d'élèves nécessiteux.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - En auditionnant le ministre chargé du secteur, le président Bouteflika a voulu faire du populisme, à l'occasion de la rentrée scolaire qui coïncide avec le mois sacré de ramadan, en rajoutant 1000 DA de plus. Action de charité qui, toutefois, n'apporte aucun confort à ces familles à faible revenu.

Pour certaines familles, qui ont trois à quatre enfants, c'est une aubaine pour arrondir la fin d'un mois qui s'avère très serré pour la plupart d'entre elles. Entre dettes et dépenses du ramadan, les Algériens sont au bout de l'asphyxie et il ne faut pas s'attendre que les 3 000 DA qui seront versés par l'Education nationale, vont servir les enfants directement. Nous avons constaté, à travers nos virées, ces derniers jours dans les artères de la capitale, que les familles nécessiteuses investissent de plus en plus les friperies.

Ces magasins, qui vendent des vêtements d'occasion, sont pris d'assaut, à l'occasion de la rentrée scolaire et font leur beurre, en proposant des articles de bonne qualité et à de bons prix (entre 100 et 400 DA la pièce). La prime de scolarité devait, en effet, couvrir les frais d'achat d'une tenue neuve et de fournitures scolaires.

Pour ces dernières, le ministère de l'Education nationale a déjà mis en place un fonds de solidarité de 1 milliard de DA, destiné à prendre en charge les familles les plus démunies, voire les familles pauvres qui ne peuvent faire face à la moindre dépense. La prime de scolarité est toutefois établie sur des critères basés sur le revenu mensuel des parents. Nous ne savons pas, toutefois, à combien est arrêté ce critère, mais le marché, lui, a ses propres règles qui ne prennent pas en considération ces revenus faibles.

Un trousseau scolaire pour un élève du cycle primaire coûte entre 1 500 et 2 000 DA. Il est de 3 000 DA pour le cycle moyen et peut atteindre jusqu'à 5 000 DA dans le cycle secondaire. La tenue vestimentaire, si l'on prend les produits locaux, ne descend pas du seuil de 2 500 DA, sans oublier le tablier qui coûte entre 500 et 1 000 DA. Il faut donc un minimum de 20 000 DA pour deux enfants scolarisés. La facture sera plus salée, avec un autre enfant scolarisé.

La vie peut paraître moins complexe, dans les grands centres urbains, mais, une fois de plus, il est important de rappeler qu'Alger ou Constantine ne sont pas l'Algérie. Les démunis restent ces milliers de paysans, qui se trouvent dans les douars les plus reculés de l'Algérie, dans des communes sans revenus et sur une terre infertile. Combien sont-ils ceux qui vivent chaque mois avec 10 000 DA ? Combien de crédits doivent-ils contracter, chaque mois, pour subvenir aux besoins de scolarité de leurs enfants. Il est

flamboyant, l'effet d'annonce de primes, à chaque début d'année scolaire. Mais faire de la spéculation sur 3 000 et 2 000 DA n'est pas le cœur du débat qui intéresse les familles nécessiteuses.

L'Algérien a besoin d'assurances et non pas de charité. Il a besoin d'un salaire stable et décent qui lui garantisse la scolarité continue de ses enfants. A chaque rentrée, les pouvoirs publics braquent les projecteurs sur les chiffres qui avancent, mais jamais un mot sur les chiffres qui reculent. Ceux des enfants sortis des classes, faute de moyens.

Généralement, ce sont les filles qui sont sacrifiées, notamment dans les régions reculées, où la scolarité devient aussi une question de sécurité, à cause de l'éloignement des écoles et du manque de moyens de transport. Ces circonstances encouragent, en effet, les parents démunis, à prendre la décision, et par voie de conséquence, à faire quelques économies en gardant un enfant à la maison.

R. M.